

« Le populisme répond à une demande sans doute sous-évaluée »

Dans sa chronique « Politiques publiques », le chercheur au CNRS Thibault Gajdos avertit que le péril populiste, xénophobe et conservateur, est bien plus grand qu'il n'y paraît. D'autant qu'il est désormais largement porté par le candidat des Républicains.

LE MONDE ECONOMIE | 23.03.2017 à 10h41 | Par Thibault Gajdos (Chercheur au CNRS)



« Le candidat des Républicains reprend désormais les thèmes fondamentaux du populisme de droite : la xénophobie, l'appel au peuple contre les « élites » et la défense des valeurs réactionnaires (Photo : François Fillon lors d'une réunion publique à Courbevoie (Hauts-de-Seine), mardi 21 mars. A la fin de son discours, il salue la foule après avoir chanté « la Marseillaise »). LAURENCE GEAI POUR LE MONDE

La campagne électorale présidentielle a atteint un degré de confusion tel que l'on en oublierait presque le plus évident : on assiste, en France comme ailleurs, à l'essor vertigineux du populisme, notamment sous sa forme nationaliste, xénophobe et conservatrice. Il y a, bien sûr, le niveau exceptionnellement haut des intentions de vote en faveur du Front national.

Mais il faut aussi compter avec l'évolution spectaculaire du discours du candidat des Républicains, qui reprend désormais les thèmes fondamentaux du populisme de droite : la xénophobie (dénonciation du « racisme antifrçais »), l'appel au peuple contre les « élites » (au point d'en appeler au suffrage universel contre l'institution judiciaire) et la défense des valeurs réactionnaires (dont les derniers avatars en date sont la volonté d'abroger l'extension au numérique du délit d'entrave à l'IVG, et le soutien aux écoles privées hors contrat).

Peuple vertueux et homogène

On pourrait penser qu'il s'agit de la stratégie désespérée d'un candidat aux abois. Une étude récente de l'économiste Luigi Guiso (Institut Einaudi d'économie et de finance) et de ses collègues incite plutôt à y voir la déclinaison française d'un mouvement de fond qui travaille toute l'Europe (*Demand and supply of populism*, Centre for Economic Policy Research, DP11871, février 2017).

Ces économistes se sont intéressés à l'essor du populisme en Europe depuis le début des années 2000, en s'appuyant sur les données de l'Enquête sociale européenne (ESS) sur les attitudes, les croyances et les comportements des Européens, menée tous les deux ans depuis 2002 à l'initiative de la Fondation européenne de la science.

Lire aussi : Quand les électeurs préfèrent les candidats incompetents

(idees/article/2017/01/19/quand-les-electeurs-preferent-les-candidats-incompetents_5065289_3232.html)

Il faut, tout d'abord, définir le populisme. Les auteurs s'appuient sur la classification proposée par le politologue néerlandais Stijn van Kessel (université de Loughborough, Royaume-Uni), et définissent comme populistes les partis qui mettent en scène un peuple vertueux et homogène, défendent la souveraineté du peuple contre celle des élites, et se présentent comme les pourfendeurs d'une classe dirigeante (le fameux « système ») supposée agir contre les intérêts du peuple.

Les chercheurs ont tout d'abord étudié quels étaient les ressorts de l'intérêt des citoyens pour les partis populistes. Leurs résultats ne sont pas très surprenants : un faible niveau d'éducation, des difficultés économiques, une hostilité vis-à-vis de l'immigration extra-européenne, une confiance réduite dans les partis politiques et un ancrage à droite augmentent significativement, toutes choses égales par ailleurs, les probabilités qu'un électeur vote pour un parti populiste.

Potentiel électoral

Ils ont également, et cela est plus original, analysé l'influence de ces facteurs sur l'abstention. Il s'avère que toutes ces variables (à l'exception de l'ancrage à droite) accroissent également la probabilité de ne pas participer au vote. Il se pourrait donc que les sondages d'intentions de vote sous-évaluent fortement l'attraction du discours populiste sur les citoyens, et par conséquent le potentiel électoral de ces partis.

Enfin, les chercheurs ont étudié également la manière dont les partis traditionnels réagissent à cet essor des partis populistes. Ils ont pour cela exploité les données du Chapel Hill Expert Survey (programme international lancé en 1999 par le département de sciences politiques de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill, Etats-Unis), qui décrit le positionnement des partis politiques européens depuis le début des années 2000.

Lire aussi : Accueil des réfugiés : sortons du débat « coût-bénéfice » !

(idees/article/2016/12/01/accueil-des-refugies-sortons-du-debat-cout-benefice_5041403_3232.html)

Ils ont ainsi montré que les discours des partis traditionnels se rapprochent de ceux des partis populistes à mesure que ces derniers progressent dans l'électorat, notamment sur les questions de politique européenne, d'équilibre entre sécurité et libertés publiques, d'immigration et de multiculturalisme.

En somme, le péril populiste, xénophobe et conservateur est bien plus grand qu'il n'y paraît : non seulement il répond à une demande sans doute sous-évaluée, mais il est, de surcroît, désormais largement porté par le candidat de la droite et du centre.